

Burundi : Museveni repart, les protagonistes s'engagent à "négocier intensément"

@rib News, 15/07/2015 – Source AFP – MÃ©diateur dans la crise burundaise, le prÃ©sident ougandais Yoweri Museveni a passÃ© mercredi le relais Ã son ministre de la DÃ©fense, Crispus Kiyonga (photo), aprÃ¨s un sÃ©jour de 24 heures Ã Bujumbura oÃ¹ il a obtenu l'engagement des protagonistes Ã dialoguer. "Ce dont nous avons parlÃ© entre nous n'est pas pour les journaux", a-t-il briÃ¨vement dÃ©clarÃ© Ã l'issue des travaux. Il a seulement indiquÃ© que "le parti au pouvoir au Burundi (CNDD-FDD), les partis d'opposition et la sociÃ©tÃ© civile s'Ã©taient mis d'accord pour nÃ©gocier intensÃ©ment, sans interruption et promptement pour trouver un accord".

Il a ensuite quittÃ© l'hÃ´tel Bel Air oÃ¹ se tenaient les discussions, prÃ©cisant qu'il regagnait l'Ouganda et que son ministre de la DÃ©fense, Crispus Kiyonga, arriverait jeudi pour prendre le relais. "Les gens ont causÃ© et Ã©changÃ© franchement et c'est positif", a expliquÃ© le principal conseiller en communication du prÃ©sident burundais, Willy Nyamitwe. L'une des grandes questions est de savoir si la prÃ©sidentielle, dÃ©jÃ reportÃ©e au 21 juillet, sera encore retardÃ©e: l'opposition rÃ©clame un report mais le pouvoir s'y refuse, arguant d'un risque de vide institutionnel Ã l'expiration du mandat de M. Nkurunziza le 26 aoÃ»t. - 'DÃ©blocage' - Agathon Rwasa, principal adversaire politique du chef de l'Etat, a estimÃ© que "d'une faÃ§on globale (...) tout le monde est satisfait parce qu'il y a un dÃ©blocage", alors que "jusqu'Ã il y a quelque temps, tout dialogue semblait impossible". "On va nÃ©gocier pour trouver une issue Ã la crise, (...) il n'y aura pas de sujet tabou", a-t-il assurÃ©. Mais, pour le prÃ©sident du CNDD-FDD, ni la date de la prÃ©sidentielle ni la candidature du prÃ©sident Nkurunziza ne sont nÃ©gociables. "Nous sommes ouverts au dialogue mais cela doit se faire parallÃ©lement au processus Ã©lectoral. Un dÃ©cret (...) fixe la date des Ã©lections et cela devra Ãªtre respectÃ©", a jugÃ© Pascal Nyabenda. "Nous en avons fini avec la question du troisiÃ©me mandat", a-t-il ajoutÃ©. Yoweri Museveni a Ã©tÃ© mandatÃ© dÃ©but juillet par l'EAC (Rwanda, Burundi, Kenya, Ouganda, Tanzanie) pour tenter de dÃ©nouer la crise Ã©maillÃ©e de violences meurtriÃ©res, nÃ©e fin avril de l'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza. Opposition et sociÃ©tÃ© civile jugent un troisiÃ©me mandat anticonstitutionnel et contraire Ã l'accord d'Arusha qui avait permis de mettre fin Ã la longue guerre civile burundaise (1993-2006, 300.000 morts). Cette candidature a dÃ©clenchÃ© une contestation populaire violemment rÃ©primÃ©e par la police, motivÃ©e un coup d'Etat avortÃ© mi-mai et donnÃ© lieu le week-end dernier Ã des combats entre l'armÃ©e et les ex-putschistes. Plus de 80 personnes sont mortes dans les violences liÃ©es Ã la crise et quelque 150.000 Burundais ont fui le climat prÃ©Ã©lectoral d'Ã©loignement vers les pays voisins. L'opposition a boycottÃ© les lÃ©gislatives et communales qui ont ouvert le 29 juin les Ã©lections gÃ©nÃ©rales burundaises et entend bouder la prÃ©sidentielle. - Report 'insuffisant' - Signe du climat de tension, des tirs et d'Ã©clatements ont Ã nouveau rÃ©sonnÃ© toute la nuit dans la capitale. Selon le porte-parole adjoint de la police, Pierre Nkurikiye, cinq grenades ont explosÃ© Ã Bujumbura et plusieurs autres dans la province de Bujumbura rural, qui entoure la capitale. La communautÃ© internationale estime depuis des semaines que le climat d'intimidation et d'insÃ©curitÃ©, ainsi que l'absence de pluralisme mÃ©diatique, ne permettent pas des Ã©lections crÃ©dibles. Mercredi, 17 ONG burundaises et Ã©trangÃ©res ont estimÃ© "insuffisant" le report de la prÃ©sidentielle au 21 juillet, disant craindre que sa tenue ne "dÃ©clenche des violences majeures et conduise au dÃ©placement de dizaines de milliers de civils supplÃ©mentaires". Avant les lÃ©gislatives, la violence s'Ã©tait intensifiÃ©e dans ce petit pays des Grands Lacs Ã l'histoire post-coloniale jalonnÃ©e de massacres entre Hutu et Tutsi, avec une sÃ©rie d'attaques Ã la grenade meurtriÃ©res revendiquÃ©es par les ex-putschistes. Le week-end dernier, l'armÃ©e a affrontÃ© un groupe armÃ© dans deux provinces frontaliÃ©res du Rwanda et de la RDC. Ces combats, auxquels les ex-putschistes reconnaissent avoir participÃ©, ont un peu plus alimentÃ© les rumeurs d'une vaste offensive Ã l'approche de la prÃ©sidentielle, entretenues par l'exode Ã l'Ã©tranger de nombreux opposants burundais et de centaines de putschistes.